

France-Rouen: Banking services

OJ S 248/2018 26/12/2018

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: URSSAF Haute Normandie

Postal address: 61 rue Pierre Renaudel

Town: Rouen Cedex 1

NUTS code: FRD2 Haute-Normandie

Postal code: 76040

Country: France

Contact person: M. le directeur

E-mail: marie-laure.courteille@urssaf.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.urssaf.fr/portail/home/votre-urssaf/urssaf-haute-normandie.html>Address of the buyer profile: <https://acoss.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>**I.1. Name and addresses**

Official name: URSSAF Basse Normandie

Postal address: 22 rue d'Isigny

Town: Caen

NUTS code: FRD1 Basse-Normandie

Postal code: 14000

Country: France

Contact person: M. le directeur

E-mail: marie-laure.courteille@urssaf.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.urssaf.fr/portail/home/votre-urssaf/urssaf-basse-normandie.html>**I.2. Information about joint procurement**

The contract involves joint procurement

I.3. CommunicationThe procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://meoss.achatpublic.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://meoss.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2018_ewOH2E2hq5**I.4. Type of the contracting authority**

Other type: Protection sociale

I.5. Main activity

Social protection

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Services bancaires 2018-gr-06
Reference number: 2018-GR-06

II.1.2. Main CPV code

66110000 Banking services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Procédure d'appel d'offres ouvert (articles 66 à 68 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics). La consultation a pour objet, pour chacun des organismes membres du groupement: la gestion de comptes d'encaissement des cotisations, des contributions et autres versements de sommes recouvrées par les URSSAF, la gestion de «comptes courants», la prise en charge par le titulaire de moyens de paiement, le transfert des fonds encaissés au «compte courant central» de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) ouvert auprès de la caisse des dépôts et consignations (dit «compte ACOSS»), la mise à disposition par le titulaire de services associés. La présente consultation est réalisée dans le cadre d'un groupement de commandes composé des membres suivants: URSSAF de Haute-Normandie URSSAF de Basse-Normandie. L'URSSAF de Haute-Normandie est le coordonnateur du groupement de commandes, en charge de la procédure de passation.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

66112000 Deposit services, 66110000 Banking services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRD1 Basse-Normandie

NUTS code: FRD2 Haute-Normandie

II.2.4. Description of the procurement

Services bancaires l'allotissement étant de nature à rendre coûteuse en termes de gestion l'exécution des prestations, il sera conclu un marché global avec l'attributaire retenu.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Le marché objet de la présente consultation est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter du 1.4.2019, reconductible deux fois par période annuelle. La durée maximale est de quatre ans. Conformément à l'article 16 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Avenants prévisibles ou potentiels: le marché est susceptible de faire l'objet d'adaptations en cours d'exécution, notamment dans le cadre de la poursuite de la mise en place du SEPA ou encore, dans l'hypothèse d'un changement de l'organisation nationale du traitement des chèques (autre que celui évoqué dans les annexes au CCP du présent marché), lié aux évolutions du recouvrement des cotisations sociales, qui pourrait impliquer une modification des lieux de traitement des chèques ou un transfert de responsabilité, en cas également de modification des conditions de reversement des fonds collectés au «compte ACROSS» (horaires, fréquence...), ou bien enfin pour la prise en compte des impacts de la suppression du régime social des indépendants. en outre, un avenant sera conclu, le cas échéant, afin de fixer les modalités de gestion de la période transitoire entre la date de fin du marché et la date de clôture définitive des comptes, dans les conditions précisées à l'article 18 du cahier des clauses particulières. En tout état de cause, si des avenants ou des marchés complémentaires sont susceptibles d'être passés, ils le seront conformément aux articles 139 et 140 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016. Des marchés de prestations similaires pourront également être passés conformément aux dispositions de l'article 30 7° du décret n° 2016-360 du 25.3.2016.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Les déclarations prévues à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25.3.2016: une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres; une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23.7.2015 et dans l'article 16 de la loi n° 2014-873 du 4.8.2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes; si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global (produit net bancaire) et le chiffre d'affaires relatif aux services objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Une liste des principaux services effectués au cours des trois derniers exercices, en indiquant le montant, la date, le nom du destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique; Une déclaration indiquant l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures à certaines spécifications techniques (en précisant les références et les coordonnées des organismes certificateurs) ou toutes autres preuves de mesure équivalente de garantie de la qualité produites par les candidats.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

Les principales prestations attendues sont réservées aux professionnels habilités à accomplir à titre habituel les opérations prévues dans le cadre de la présente consultation, conformément notamment aux dispositions des articles L. 511-9, L. 511-10 et L. 518-1 du code monétaire et financier. L'obtention de l'«agrément» visé à l'article D. 253-30 du code de la sécurité sociale pourra être demandée au titulaire.

III.2.2. Contract performance conditions

Les conditions d'exécution du marché sont telles que définies au cahier des clauses particulières du contrat, ainsi qu'au cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 19.1.2009.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 25/01/2019 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 25/01/2019 Local time: 14:00

Place:

URSSAF Haute Normandie.

Information about authorised persons and opening procedure: La date, l'heure et le lieu d'ouverture des plis sont indiqués à titre purement indicatif et ne sauraient aucunement engager l'URSSAF Haute Normandie quant à son organisation pour l'ouverture des plis des de la consultation.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande écrite à:

Pour tous renseignements d'ordre technique:

— M. David Vadet URSSAF de Basse-Normandie Trésorier, téléphone: +33 2 31 29 28 44, courriel: david.vadet@urssaf.fr ou

— Mme Sabrina Outin URSSAF de Basse-Normandie, Assistante Trésorerie, téléphone: +33 2 31 29 28 12, courriel: sabrina.outin@urssaf.fr ou

— Mme Isabelle Basnier URSSAF de Basse-Normandie, Assistante Trésorerie, téléphone: +33 2 31 29 27 70, courriel: isabelle.basnier@urssaf.fr

Pour tous renseignements d'ordre juridique et administratif:

— Mme Marie-Laure Courteille, Urssaf de Haute-Normandie, Responsable pôle achats, téléphone: +33 2 32 28 69 52, courriel: marie-laure.courteille@urssaf.fr

Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.achatpublic.com>) pour demander des renseignements complémentaires. Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit dix jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres. des compléments sur le dossier de consultation pourront être communiqués à l'ensemble des soumissionnaires, par l'organisme coordonnateur, six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Lille

Postal address: 13 avenue du Peuple Blege

Town: Lille

Postal code: 59034

Country: France

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Lille

Postal address: 13 avenue du Peuple Belge

Town: Lille

Postal code: 59034

Country: France

VI.5. Date of dispatch of this notice

21/12/2018